

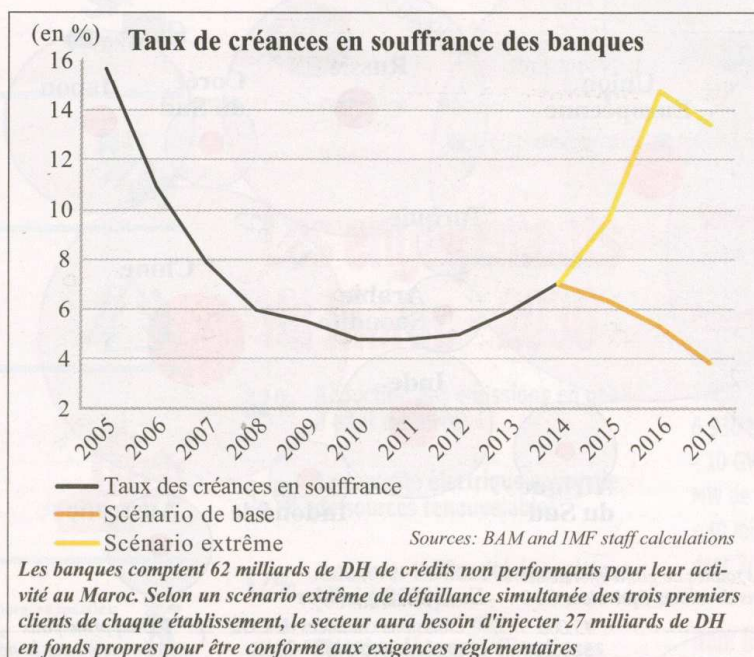
Banques: Le coût de la défaillance des très gros clients

- 27 milliards de DH en renforcement des fonds propres
- Un scénario extrême, mais qui révèle la forte concentration des portefeuilles
- Le FMI et la Banque mondiale dévoilent les résultats complets des stress tests

AUCUNE banque ne résisterait à une défaillance de ses trois premiers clients! Ce scénario extrême impliquerait une recapitalisation de 27 milliards de DH du système. Cela représente 3% du PIB et 21% des fonds propres sectoriels.

C'est en partie ce qui ressort des stress tests menés par la Banque mondiale et le FMI en 2015 dans le cadre du FSAP (Financial Sector Assessment Program) et dont les résultats complets viennent d'être dévoilés (L'Economiste du 7 novembre 2016). Les tests de résistance ont porté sur huit groupes bancaires représentant 90% des actifs du secteur. Les deux principales menaces pour les banques ont pour nom: créances en souffrance et concentration du portefeuille.

Voir les grands comptes tomber l'un après l'autre dans une période courte est très rare. Toutefois, la faillite retentissante de la Samir rappelle que le risque zéro n'existe pas. De grandes entreprises dont quelques poids lourds du secteur public connaissent des difficultés financières. Parmi les groupes sous revue, certains sont plus vulnérables que d'autres. Trois établissements afficheraient un ratio Tier 1 inférieur au 6,5% requis (hors coussin de conservation), en cas de disparition simultanée de leurs trois plus grandes contreparties. Les équipes du FMI et de la Banque mondiale partent sur l'hypothèse qu'aucun recouvrement ne sera possible. «Ce scénario est très conservateur, mais conforme aux pratiques internationales dans le domaine des expositions importantes», justifient les experts des deux institutions. Depuis l'affaire Samir et les difficultés des



groupes immobiliers notamment, Bank Al-Maghrib a resserré le cadre réglementaire lié aux opérations avec ces contreparties. Les banques doivent récolter l'information, la plus détaillée possible, sur les très gros clients. L'octroi de crédit aux entreprises dont la dette dépasse 500 millions de DH sera plus coûteux en fonds propres. Par ailleurs, pour les gros engagements, la syndication est exigée par les autorités monétaires. Celles-ci souhaitent, grâce à ce tour de vis, pousser les banques à rééquilibrer leur portefeuille. Il y a un regain d'intérêt pour les TPME. Mais, pour les banquiers, la ventilation des portefeuilles est avant tout le reflet de la structure de l'économie. Il faut dire que le taux de risque sur la clientèle des TPME explique en partie la crainte des banques. Ceci dit, la faillite d'un gros client peut faire souvent plus mal que celle de 1.000 PME. Plus de 62 milliards de DH de créances en souffrance étaient logés dans les livres des banques à fin septembre. Elles sont couvertes aux alentours de 70% par des provisions. Le sinistre a ralenti, mais il affichait quand même une hausse de 8% sur un an. La situation des entreprises est la plus inquiétante avec des impayés en hausse de 19% à 38 milliards de DH. En revanche,

les crédits non performants relevés sur la clientèle des ménages s'est inscrit en recul

de 7% à 22 milliards de DH. Le ralentissement de la croissance et l'augmentation des délais de paiement ont détérioré la capacité de remboursement des emprunteurs. Mais la qualité des prêts est plus sensible aux taux d'intérêt réels. Selon les calculs du FMI et de la Banque mondiale, «une hausse de 3 points des taux d'intérêt réels entraînerait une augmentation de 1,6 point du taux des créances douteuses». La hausse des taux améliorerait les revenus d'intérêts des banques de l'ordre de 945 millions de DH. Mais la hausse des impayés qu'elle va entraîner serait néfaste pour la santé globale des institutions. Quatre établissements pesant ensemble 81% du total bilan du secteur devront se recapitaliser. Il reste qu'une hausse brutale des taux d'intérêt est peu probable. Au contraire, la politique accommodante de la banque centrale devrait se poursuivre un moment pour soutenir la demande et relancer la croissance. □

F.Fa

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com